

SOCIÉTÉ • CRISE DE L'HÔPITAL

Plus de la moitié des médecins de l'hôpital public en grève, selon les syndicats, pour alerter sur le manque d'attractivité

Les syndicats demandent notamment la revalorisation des gardes et des mesures d'attractivité salariale. A l'hôpital, 30 % des postes de médecin sont vacants, selon les chiffres de la Fédération des hôpitaux publics.

Le Monde avec AFP

Publié le 03 juillet 2023 à 11h33, modifié hier à 10h58 · Lecture 2 min.

Plus de 50 % des médecins hospitaliers se sont déclarés grévistes lundi 3 juillet, selon les syndicats à l'origine du mouvement social. Ils dénoncent le manque d'attractivité de leur profession, souhaitent la revalorisation des gardes de nuit et de week-end et réclament, notamment, l'aboutissement de négociations annoncées par Emmanuel Macron, qui avait promis, au début de janvier, d'« ouvrir le chantier de la rémunération du travail de nuit » et de la « permanence » des soins (c'est-à-dire des gardes et des astreintes).

« On est entre 50 % et 100 % de participation à la grève », a affirmé lors d'une conférence de presse l'urgentiste Jean-François Cibien, président de l'intersyndicale Action praticiens hôpital (APH), qui appelait à cette journée d'action. A titre d'exemples, il a avancé un taux de 80 % de grévistes à La Rochelle, et de 65 % à Annecy. Pour l'anesthésiste Anne Wernet, « de mémoire de syndicaliste, on n'a jamais vu autant de gens qui se mobilisent et pas uniquement dans les spécialités postées » comme la sienne.

Des négociations au point mort

Des négociations ont eu lieu avec le ministère de la santé, mais elles sont au point mort depuis la mi-mai. Selon le cabinet du ministre, François Braun, un plan global est bien en préparation pour redonner de l'attractivité à la carrière hospitalière. Mais il est en attente d'arbitrages « interministériels » avec Bercy et Matignon. « La conviction personnelle du ministre de la santé, c'est que la problématique d'attractivité dans les services hospitaliers est intimement liée au travail de nuit, pour les personnes médicales et non médicales », faisait-on savoir de même source.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Deux intersyndicales différentes appellent à la grève, l'une mardi, l'autre mercredi. L'appel pour lundi émane d'Actions praticiens hospitaliers, qui comprend notamment l'organisation SAMU-Urgences de France (SUDF), dont François Braun était le président avant son arrivée au ministère. Ces organisations n'avaient pas signé les accords du Ségur de la santé, en juillet 2020, sur la revalorisation des salaires à l'hôpital. A la différence d'Alliance Hôpital et de l'INPH (Intersyndicat des praticiens hospitaliers), qui appellent, eux, à la grève mardi.

Lire aussi : [François Braun, un ministre qui défend sa méthode de sortie de crise de l'hôpital](#)



Globalement, les revendications sont proches : revalorisation des gardes, mesures destinées à rendre la grille salariale plus attractive. « *La profession de praticien hospitalier est devenue un véritable repoussoir*, estiment Alliance Hôpital et l'INPH. *Un grand nombre de collègues de toutes les disciplines et de tous les âges démissionnent.* »

Les syndicats reçus au ministère de la santé mardi

Les conséquences de ces grèves devraient être limitées pour les patients, car la plupart des médecins grévistes n'arrêtent pas vraiment le travail. « *Il y aura peut-être quelques consultations ou interventions reportées* », avance le docteur Rachel Bocher, présidente de l'INPH. SAMU-Urgences de France prévoit « *une opération "zéro brancard dans les couloirs"* » pour les services des urgences, annoncé le docteur Marc Noizet, président du syndicat : les patients – hors urgence critique – devront patienter à l'entrée du service si celui-ci dépasse sa capacité nominale d'accueil.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

« *Nous voulons que les gens se rendent compte à quoi vont ressembler les urgences* » si le départ des médecins de l'hôpital continue, ajoute-t-il. Aujourd'hui, 30 % des postes de médecins hospitaliers sont vacants, pourvus par des intérimaires ou des médecins étrangers, selon les chiffres de la Fédération des hôpitaux publics (FHF). Le nombre de candidats au concours de praticiens hospitaliers a encore baissé au printemps 2023, avec 3 364 candidatures reçues pour 10 846 postes vacants publiés, contre 4 056 candidatures un an avant, selon les chiffres officiels.

« *Nous n'arrivons plus à recruter, hormis les jeunes médecins qui sortent d'études* », affirme le docteur Noizet. « *Et les jeunes qui arrivent se mettent de plus en plus à temps partiel pour maintenir leur qualité de vie* », a-t-il ajouté. « *S'ils restent à temps plein, ils vont en réalité travailler à 120 %, 140 % [du temps normal]. En se mettant à 70 %, ils vont faire un temps normal* ». Les syndicats de médecins hospitaliers seront reçus mardi au ministère, a fait savoir le cabinet de François Braun.